



Lisez encore mieux !

DIRECT NEWS

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES - ISSN : 2712-6897 - N° 873 - SAM. 7 & DIM. 8 JANVIER 2023 • PRIX : 100 FCFA

Dawul Coow.....

L'agriculture africaine bat de l'aile. Sur ce registre, Dr Pape Abdoulaye Seck passe au crible les maux qui l'assailent et préconise une révolution agricole. C'est à ce prix que le vieux continent sortira de l'ornière.

AGRICULTURE AFRICAINE

LE DIAGNOSTIC DU **DR PAPA ABDOULAYE SECK**



Page 3

- Ce continent dispose de 65 % de terres arables du monde non exploitées n'utilise que 4 % de ses ressources
- Malgré ses atouts, l'Afrique est le seul continent importateur net de produits agricoles
- Il paraît donc nécessaire et urgent de revisiter en profondeur la philosophie et les principes de base de nos politiques agricoles
- Les problèmes de l'Afrique sont 30 % dans les champs et 70 % en dehors des champs
- Pour être effective et fonctionnelle, la réforme du mode de gouvernance de l'agriculture africaine doit veiller à mieux délimiter les domaines d'intervention et responsabilités opérationnelles des différents acteurs
- L'Afrique est le continent où le niveau d'utilisation d'engrais minéral est le plus bas au monde
- Les crises agricoles fréquentes militent pour de nouvelles civilisations agricoles

ELECTRICITE, GASOIL ET LE SUPER CARBURANT



P.5

Réduction de la subvention de l'Etat

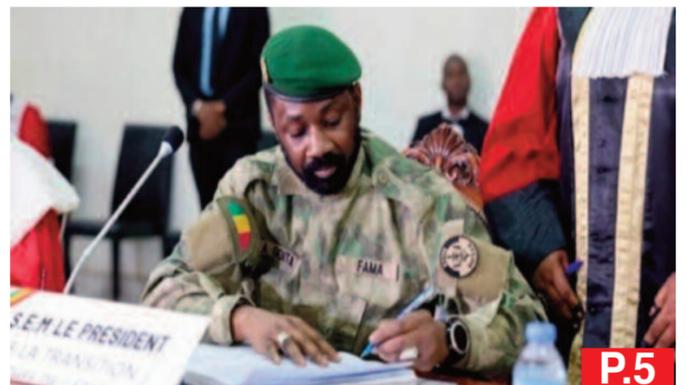
CITÉ DANS LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES :



P.2

Le Directeur de l'hôpital Dalal Jamm apporte des précisions

MALI :



P.5

Assimi Goita accorde une grâce aux militaires ivoiriens



Affaire Amy Ndiaye : Les avocats des deux députés condamnés introduisent une demande de liberté provisoire



L'avocat de Massata Samb et Mamadou Niang, espère une liberté provisoire pour ses deux clients. Me Abdy Nar Ndiaye a déposé une demande de mise en liberté provisoire, ce vendredi 6 janvier 2023. « J'ai déposé une requête aux fins de mise en liberté provisoire auprès du parquet général », a révélé l'avocat des deux parlementaires du Pur, condamnés à 6 mois de prison ferme. Pour rappel, les deux députés avaient agressé leur collègue Amy Ndiaye Gnibi à l'hémicycle lors du vote du budget 2023. Ils ont été condamnés à six mois de prison ferme et doivent payer une amende de 5 millions de F CFA à la victime.

Santé et collectivités territoriales : 72 heures de grève dès la semaine prochaine

La coalition intersyndicale des Travailleurs des Collectivités Territoriales et l'alliance And Guesseum ont déclenché leur huitième plan d'action. Les deux coalitions ont décrété un mot d'ordre de grève de 72 heures. La grève va débiter le mardi 10 pour prendre fin le jeudi 12 janvier 2023. Cette grève va de pair avec le respect des urgences et du service minimum. Les syndicalistes vont aussi procéder à une rétention des informations sanitaires et sociales. Le boycott des activités de formation, de supervision et des réunions

de coordination et réunions de staff. Les agents de santé sont instruits de poursuivre le boycott de tous les programmes à l'exception du programme élargi de vaccination. La coalition intersyndicale des Travailleurs des Collectivités Territoriales et l'alliance And Guesseum vont évaluer ce mouvement de grève, le 14 janvier 2023. Lors des évaluations du mois de décembre 2022, les deux coalitions ont salué le démarrage du recensement des agents des collectivités territoriales. Elles exigent du gouvernement le respect de l'échéance d'un mois fixé pour finaliser ce travail.

Troisième candidature de Macky : Doudou Ndoye disqualifie le Conseil constitutionnel

Pour régler la question du troisième mandat, Me Doudou Ndoye ne fait pas du tout confiance au Conseil constitutionnel. Dans les colonnes de Jeune Afrique, l'ex ministre de la Justice de Abdou Diouf est sceptique sur l'indépendance des cinq sages. « La meilleure solution serait que Macky Sall ne présente pas sa candidature, estime-t-il. Car s'il la présentait, le Conseil constitutionnel le suivrait. Or, je dis « non » : la décision de ce dernier ne ferait pas autorité, ni morale, ni juridique, ni éthique. » « Aucun Conseil constitutionnel, au Sénégal, n'aurait refusé la candidature de l'homme qui l'a installé là ! Ce n'est pas possible », martèle-t-il.

Cité dans le rapport de la Cour des comptes : Le directeur de l'hôpital Dalal Jamm apporte des précisions



L'hôpital Dalal Jamm de Guédiawaye n'est pas épargné par le rapport de la Cour des comptes rendu public. Et pour apporter quelques précisions, le directeur de cet établissement hospitalier, Moussa Sam Daff, a réagi sur iRadio. Selon lui, Dalal Jamm a été cité sur deux points. Mais, en fait, il s'agit d'une chose : pourquoi les fournisseurs des équipements de ce bâtiment n'ont pas encore livré ? « Mais nous, nous avons quand même une expérience. Cet hôpital Dalal Jamm, il y a eu des équipements qui sont livrés en 2014. Or, l'hôpital a commencé en 2018. Et quand on a ouvert les caisses, il y avait beaucoup d'équipements qui n'étaient pas fonctionnels. C'est pour éviter d'entrer justement dans cette situation que, d'un commun accord avec les fournisseurs et les utilisateurs, on a dit d'attendre, de différer la livraison jusqu'à ce que le bâtiment avance. Et aujourd'hui, si ces équipements étaient livrés, il y a deux ans, avec les embruns marins, on les aurait stockés quelque part. Demain, on va devoir les utiliser ; on n'arrivera pas », dit-il. Avant d'ajouter : « Mais nous avons rassuré la Cour des comptes. Je vous ai dit tout à l'heure : regardez ça, c'est des lits qui sont là. D'autres équipements sont à l'intérieur. Pour la graisse de moelle, il y a certains qui sont là et d'autres sont en cours de livraison. Sur la question des pièces justificatives, je respecte bien la Cour des comptes, mais il y a eu tellement de documents qu'ils n'ont pas pu être épluchés ou bien alors, ils sont passés au niveau du ministère avant de passer au niveau de l'hôpital. Peut-être qu'au niveau de la Dage, ils n'ont pas pu trouver les pièces justificatives, mais quant ils sont arrivés à l'hôpital, ils ont reçu toutes les pièces justificatives avec un bordereau contre décharge. Donc, par rapport au fonds reçu de la Covid, je dois dire que l'hôpital a même mis plus que ce qu'il a reçu. Et l'hôpital souhaite même recevoir encore plus d'argent pour pouvoir continuer à prendre en charge. Des malades Covid, de temps en temps, on en a ou bien on les prend en charge avec les moyens propres de l'hôpital. Je pense que de ce point de vue, l'hôpital Dalal Jamm n'a pas reçu ».

En patrouille dans la Falémé, un véhicule de l'armée se reverse et fait 1 mort

La route a encore fait des victimes. Cette fois-ci, c'est le véhicule des forces armées en patrouille dans la Falémé frontalier avec le Mali précisément entre les villages de Séno Diaral et Koussan dans le département de Goudiry qui s'est renversé après plusieurs tonneaux. Du fait de la violence du choc, un corps sans vie a été dénombré en sus des 07 blessés graves. Après constat, ils ont tous été évacués au centre hospitalier régional de Tambacounda après les premiers soins au centre de santé de Goudiry.

Bus renversé à Tivaouane : 2 morts et une cinquantaine de blessés enregistrés

Deux morts, une femme et un garçon de cinq ans qu'elle portait entre ses bras, coincés au niveau des chaises de derrière du véhicule, plus une cinquantaine de blessés dont plusieurs dans un état grave, avec des traumatismes, tous admis à l'Hôpital Mame Dabaakh. C'est le bilan provisoire de l'accident mortel de la circulation survenu ce vendredi matin vers les coups de 8 heures 30 mn, à la sortie de la capitale de Tidianiya, Tivaouane, juste à hauteur de la cité religieuse d'Ainou Mady, un peu avant Pire Goureuy. Un Bus de 70 places (Horaire Fouta) en partance vers Saint-Louis, qui roulait à vive allure, dans sa tentative d'éviter un malade mental qui effectuait la traversée de la chaussée, a dérapé et s'est renversé, avant de faire deux tonneaux. Curieusement, le chauffeur du bus est sorti indemne de l'accident.

Meurtre d'une franco-sénégalaise à Somone, les tueurs présumés arrêtés !



Elle avait la soixantaine, et vivait tranquillement à Somone, depuis moins d'une dizaine d'années. Hélas, Béa, comme l'appelle son voisinage, a été lâchement agressée et tuée dans son domicile. Ses meurtriers viennent d'être alpagués. La Gendarmerie nationale a procédé à l'arrestation des deux (02) présumés meurtriers de la dame franco-sénégalaise retrouvée sans vie dans son domicile au quartier « les Aigrettes » à Somone dans le département de Mbour. En effet, la victime avait été retrouvée morte chez elle, attachée, bâillonnée et le visage couvert par un morceau de tissu, renseigne la Gendarmerie. « Une enquête a été immédiatement ouverte par le Haut-commandement et confiée à la Brigade de recherches de Mbour. Les investigations ont vite permis d'identifier et d'interpeller deux (02) jeunes individus trouvés en possession d'objets attestant leur implication dans cette affaire », indiquent les pandores. Les deux individus seront présentés aux autorités judiciaires compétentes dès la clôture de l'enquête.

Somone : Les meurtriers de la franco-sénégalaise arrêtés !

Une franco-sénégalaise, dénommée Anne Marie Rosalie Ngom, a été tuée dans son domicile sis au quartier « Les Aigrettes » à Somone. Les meurtriers sont tombés. Il s'agit de deux jeunes du nom de Moussa Diop et Mamadou Moustapha Diop. Ce dernier, trouvé en possession d'objets attestant de son implication dans cette affaire, serait le fils d'un célèbre journaliste chroniqueur.

Lisez encore mieux !
DIRECTNEWS

Liberté 6 Extension • BP : 45 501 Dakar-Fann
Tel : (221) 33 827 54 44
Site web : www.directnewsinfo.com
E mail : directnews@gmail.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pape Diogoye FAYE
COORDONNATEUR : Pape Alioune MBAYE
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Mademba Ramata DIA
REDACTEUR EN CHEF : Baye Dame NDIAYE
GRANDS REPORTERS : Mohamed THIOUNE

LA REDACTION

Ameth SECK
Adama FAYE
Papa Latyr FAYE

INFOGRAPHIE & MONTAGE

Papis Laye D. • M. FAMA

Service commercial

Tél : 77 565 79 06
• directnews@gmail.com

REPORTER PHOTOGRAPHE

Max MBAYE

Impression : AFRICOM Distribution : ADP

AGRICULTURE AFRICAINE

Le diagnostic du Dr Papa Abdoulaye SECK

Docteur Papa Abdoulaye SECK, Ancien ministre de l'Agriculture, Ambassadeur du Sénégal en Italie, spécialiste mondialement reconnu de l'agriculture passe au crible les problèmes de l'agriculture africaine. A travers une production dans « Africa Presse Paris », il met le doigt sur ce qui plombe cette activité dans le vieux continent et dégage des perspectives. Nous reproduisons in extenso sa réflexion. La nécessité de construire des politiques publiques pour la sécurité alimentaire en Afrique fait désormais consensus, comme l'a montré fin octobre la conférence régionale FAO pour l'Afrique. Mais si les ambitions du Continent grandissent, les urgences qui assaillent l'agriculture conduisent trop souvent à l'abandon des priorités... Comment faire ?

Une très riche littérature porte sur le potentiel agricole de l'Afrique.

Ce potentiel est enviable. En effet, ce continent dispose de 65 % de terres arables du monde non exploitées, n'utilise que 4 % de ses ressources en eau renouvelable, a une grande diversité agroécologique, une population majoritairement jeune et mobilisable et des technologies non encore adoptées. Malgré ses atouts, l'Afrique est le seul continent importateur net de produits agricoles. Et il n'est pas possible d'y trouver en tout temps et en tout lieu une nourriture suffisante pour une vie active et équilibrée.

D'ailleurs, il convient de dire et de répéter qu'à huit ans de la fin de l'ODD2, on peut déjà affirmer que ce continent ne va pas atteindre cet objectif.

À l'évidence, « des effets non attendus et non désirés l'emportent sur des effets attendus et désirés » en analysant les politiques publiques agricoles. Il paraît donc nécessaire et urgent de revisiter en profondeur la philosophie et les principes de base de ces politiques en vue de rendre nos systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus efficaces, plus durables et plus résilients.

Je prends part à ce débat en précisant, d'entrée de jeu mon identité : je suis une variété hybride issue d'un croisement entre science et politique, dont les caractères dominants sont mon appartenance au monde de la recherche. Mon parcours m'a conduit à la recherche de la théorie de ma pratique au lieu d'être à la recherche de la pratique de ma théorie. Et j'apprécie vivement la formule de Montesquieu selon laquelle « un avis qu'il faut donner aux savants est de pratiquer ce qu'ils nous enseignent ».

Quelle étiologie ?

De notre point de vue, sans être exhaustif, nous pensons que les limites de nos politiques agricoles sont à rechercher dans les éléments suivants :

Ier élément - Dynamique des gestions des urgences en lieu et place d'une réelle prospective impliquant tous les acteurs intervenant dans les chaînes de valeur.

Il est vrai que tous les pays africains disposent de plan de

développement agricole mais on perd souvent le fil d'Ariane. Car l'agriculture africaine est souvent assaillie par la gestion des urgences conduisant à l'abandon des priorités préalablement fixées. Il nous faut « voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques et penser à l'Homme ». Cela signifie bien comprendre son identité du passé, savoir la relier à son identité du moment pour ressortir le futur à inventer. Les problèmes de l'agriculture sont 30 pour cent dans les champs et 70 pour cent en dehors des champs. C'est pourquoi un ministère de l'Agriculture doit prendre en charge des problèmes dont les solutions sont ailleurs. Les approches systémiques sont donc une exigence si la finalité est une transformation positive et durable des systèmes agroalimentaires.

IIe élément - Une approche productiviste de l'agriculture et non un pilotage par l'aval.

L'augmentation de la production agricole africaine n'est pas une condition nécessaire et suffisante pour régler les problèmes de consommation. Par ailleurs, il est illusoire de penser qu'en augmentant la production on va déboucher sur une baisse des importations. À titre illustratif, dans le secteur horticole pour beaucoup de produits, l'offre domestique annuelle est supérieure aux besoins et pourtant on continue d'importer et les revenus ruraux baissent. Ceci s'explique par l'absence d'une modulation entre rythme de production et rythme de commercialisation grâce à un étalement, de la production dans le temps et dans l'espace, induit par l'utilisation de variétés hâtives et de variétés tardives. Pour preuve, dans certains pays africains, en ce qui concerne l'oignon, on constate le paradoxe suivant : la production augmente et l'importation est en hausse et les pertes post-récoltes peuvent aller jusqu'à 40 à 50 % de la production. Dans le secteur rizicole, il est aisé de constater à partir de séries chronologiques que dans les pays africains ayant opté pour l'autosuffisance, la production est en hausse et les importations augmentent. Il s'agit de



formes d'expressions de la complexité plurielle de notre équation.

IIIe élément - Mode de gouvernance en déphasage avec une économie libéralisée et cogérée.

Il s'avère nécessaire de réformer le mode de gouvernance de l'agriculture africaine qui passera d'une économie rurale administrée à une économie décentralisée, « cogérée » et « co-évaluée » par tous les acteurs et par la mise en place d'un mode de gouvernance plus démocratique impliquant l'adhésion et l'engagement effectif de tous les acteurs dans des processus transparents d'établissement des priorités, de prise de décision et d'évaluation des impacts. Pour être effective et fonctionnelle, la réforme du mode de gouvernance de l'agriculture africaine doit veiller à : mieux délimiter les domaines d'intervention et responsabilités opérationnelles des différents acteurs tout en les rapprochant ; promouvoir la spécialisation des acteurs suivant le principe des avantages comparés ; renforcer la synergie et la complémentarité des actions et interventions des acteurs opérant au même niveau de la chaîne de production de la valeur ajoutée agricole, mais dans des domaines disciplinaires dissemblables ; appliquer le principe de subsidiarité entre acteurs opérant dans le même domaine d'activité, mais à des niveaux administratifs et géographiques différents. Pour passer d'une approche consultative à une approche réellement participative, tous les acteurs doivent être formés et sensibilisés aux exigences de cette dernière. En particulier, les organisations professionnelles fortes et bien

structurées doivent être promues afin qu'elles apportent une contribution active au processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques agricoles. Par ailleurs, une formation polyvalente doit être offerte aux producteurs afin de mieux les outiller pour affronter convenablement la diversité et la complexité des problématiques de développement agricole.

L'État doit se considérer comme un acteur parmi tant d'autres.

Cela signifie s'ouvrir aux autres acteurs de la chaîne de valeur à travers une approche participative et interactive. Il doit être un facilitateur ayant pleine conscience des enjeux actuels et futurs de l'agriculture et des réalités objectives auxquelles font face les acteurs. Par conséquent, l'État doit promouvoir le développement d'institutions stables et de mécanismes institutionnels qui auront pour mission d'améliorer la qualité de son dialogue politique avec les organisations de producteurs et les opérateurs privés afin de renforcer les performances des filières agricoles. On note que l'Afrique est le continent où le niveau d'utilisation d'engrais minéral est le plus bas au monde avec en moyenne 13 kg par ha d'engrais en 2008 contre 94 kg par ha pour l'ensemble des pays en voie de développement (Minot et Benson, 2009). Ce faible niveau d'utilisation d'engrais induit non seulement une faible productivité agricole, mais est responsable aussi de l'épuisement des sols.

En effet, sans apport conséquent de fertilisant, les pratiques culturales actuelles africaines contribuent à appauvrir davantage les sols. Il

est estimé que chaque année les sols africains sont lessivés à un rythme de 22 kg/ha d'azote, 2,5 kg/ha de phosphate et 15 kg/ha de potassium (Smaling et al. 1997). Ainsi pour maximiser les gains de productivité de l'agriculture en Afrique, accéder aux engrais minéraux dans des conditions favorables s'avère indispensable pour atteindre le double objectif d'augmentation des rendements et de l'amélioration de la qualité de sols.

IVe élément - Faible soutien à la recherche et au conseil agricole et rural.

Comme il est pratiquement impossible d'envisager une augmentation durable de la productivité et de la production agricole sans développement de technologies nouvelles adaptées aux milieux africains, la recherche agricole joue un rôle essentiel dans le processus de développement et de transformation de l'agriculture africaine. L'Afrique subsaharienne (excluant l'Afrique du Sud) ne contribue que pour 0,6 % au capital des publications scientifiques du monde et ne compte que 57 chercheurs pour 1 million d'habitants contre 5 573 pour le Japon, 4 624 pour les États d'Amérique du Nord et 2 936 pour l'Union Européenne (Unesco, 2010).

Ve élément - Absence d'une combinaison optimale entre technologies, infrastructures et environnement propice à l'explosion d'innovations technologiques majeures.

Un environnement favorable signifie, entre autres : un crédit conforme au statut des acteurs, des mécanismes de con-

Suite en page 4

Suite de la page 3



trôle et de certification des semences, des infrastructures adaptées, une électrification rurale accessible aux pauvres ruraux, une législation foncière de qualité, le renforcement multiforme des capacités des acteurs etc....

Les nouvelles civilisations agricoles ?

Les changements climatiques, les pertes de biodiversité, l'incapacité de l'homme à nourrir l'homme, les crises agricoles fréquentes militent pour de nouvelles civilisations agricoles. Sous ce vocable, nous entendons une interdépendance et une solidarité entre l'homme et la nature pour d'une part, nous nourrir et d'autre part, assurer une solidarité agricole intergénérationnelle pour que le futur existe et soit meilleur qu'aujourd'hui. Dans le cadre de cette construction de nouvelles civilisations, on peut avancer quelques repères :

1er repère : pas de modèle agricole de portée universelle. Ce sont les réalités de terrain qui doivent servir de boussole. Car un tailleur sur mesure est toujours plus précis qu'un tailleur prêt à porter. La prise en compte de l'hétérogénéité des systèmes de production, de transferts et de consommations et des écosystèmes est essentielle pour réussir en agriculture.

2e repère : viser une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable avec comme option fondamentale la souveraineté alimentaire. Important de souligner que souveraineté alimentaire ne doit pas signifier autarcie. A mon sens, une politique de souveraineté alimentaire doit reposer sur les éléments suivants : assurer une autosuffisance pour des produits de base, minimiser graduellement les importations, augmenter ses parts de marché au niveau international, fortifier le tissu industriel, miser sur la durabilité.

3e repère : l'agriculture de demain doit résulter d'une combinaison de 9 critères : productivité, qualité sanitaire, qualité phytosanitaire, qualité organoleptique, étalement de la production dans le temps, étalement de la production dans l'espace, gestion des ressources naturelles, résilience aux changements climatiques, diversification. Dans les nouvelles civilisations, l'accent n'est pas mis uniquement sur la productivité et sur le productivisme.

4e repère : le transfert de technologie n'est pas une fin en soi. L'Afrique doit être un consommateur et un producteur de connaissances et de technologies mais pas un simple consommateur. Par conséquent, ce continent doit soutenir ses systèmes nationaux de recherche agricole, développer un partenariat très fort avec les centres de recherche agricole avancés, se positionner au niveau du CGIAR et tirer profit des acquis scientifiques de l'Académie africaine des Sciences et des académies nationales.

5e repère : soutien conséquent aux petits exploitants, aux femmes et aux jeunes.

Une agriculture se développe dans la diversité et avec la diversité.

À l'évidence, le continent africain ne peut assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable en ignorant, dans sa stratégie, la nécessité

et l'urgence d'un soutien aux exploitations traditionnelles, à la jeunesse rurale et aux productrices. Ils ont encore des marges de progression importantes. Il suffit de créer les conditions idoines pour une appropriation et une incorporation des innovations technologiques existantes. On devrait aussi veiller à une meilleure équité dans le cadre de la distribution des facteurs de production subventionnés.

6e repère : promotion d'un secteur privé travaillant en bonne intelligence avec les exploitations familiales. Les exploitations familiales ont de bonnes raisons d'exister, de prospérer et d'apporter une contribution remarquable à la recherche d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. Mais le continent a aussi besoin d'un secteur privé parmi ses acteurs majeurs de développement rural. Toutefois, il faut faire une différence entre la sécurisation de l'investissement privé et le transfert définitif de propriété. En clair, nous ne sommes pas pour un marché foncier rural, synonyme d'accaparement des terres. Pour nous, la terre doit rester la propriété de la collectivité qui peut avoir un partenariat gagnant-gagnant avec le secteur privé.

7e repère : mise en place d'infrastructures de base. Sans des routes et des pistes praticables, une véritable politique d'électrification rurale, il n'est pas possible de diminuer les pertes post-récoltes, de réduire

les coûts de transactions, de favoriser l'accès au marché et de sécuriser les revenus ruraux. Très souvent, il est plus judicieux de mieux protéger ce qui est produit que d'augmenter la production.

8e repère : intensification durable en lieu et place d'une intensification incontrôlée.

Il s'agit d'un préalable pour assurer la durabilité des capacités productives des écosystèmes et l'équilibre biologique de l'environnement d'où la nécessité de promouvoir des approches agroécologiques fondées sur des évidences scientifiques.

Conclusion : l'Afrique peut effectivement être l'avenir pour l'agriculture. Elle doit comprendre « qu'on ne mange pas le potentiel » et créer des systèmes d'innovation ou écologie de l'innovation. En d'autres termes, il convient de transformer le partenariat en actionnariat rural en vue d'une exploitation optimale des complémentarités entre acteurs, expression d'une volonté commune d'une transformation positive et durable de l'agriculture africaine.

DOCTEUR PAPA ABDOULAYE SECK
SPÉCIALISTE EN POLITIQUES ET STRATÉGIES AGRICOLES
DIRECTEUR DE RECHERCHES QUINTUPLE ACADÉMIQUE DES SCIENCES AGRICOLES (ANSTS, AAF, AAS, TWAS, ANSALB)
AMBASSADEUR DU SÉNÉGAL EN ITALIE ET REPRÉSENTANT PERMANENT AUPRÈS DES AGENCES DES NATIONS UNIES À ROME (FAO-PAM-FIDA) ANCIEN MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Echos... Echos... Echos... Echos... Echos...Echos... Echos... Echos...Echos... Echos... Echos...Echos...

Interrogé par Rfi et France 24, Ousmane Sonko s'explique



Ce vendredi, Ousmane Sonko a accordé un entretien aux médias français France 24 et Rfi. Interrogé par le journaliste français sur ses accusations contre la France, qui aurait participé au « complot » du viol, Ousmane Sonko a lancé ses vérités. « Je l'ai dit parce qu'un de vos médias, Rfi, s'était déplacé à Dakar pour faire un reportage tendancieux sur cette affaire de viol, pour m'incriminer. J'ai même parlé avec des responsables de Rfi hier et ils ont confirmé que ce reportage était tendancieux. Au delà de Rfi, il y a un certains nombre d'actes que la

France pose, qui nous fait penser, en tout cas nous opposition, que la France prend fait et cause pour Macky Sall, pour des raisons qui lui sont propres. Dans ce sens, nous appelons la France à revoir sa position », a déclaré Ousmane Sonko. « On a été dépeint comme des anti-français notoires, mais nous n'avons rien contre la France ni contre aucun pays. Nous avons un discours qui peut peut-être gêner, parce que nous avons un discours de rupture dans les relations. Il y a des traditions séculaires entre le Sénégal et la France. Mais ces traditions sont assises sur des relations qui ne sont pas totalement roses pour le Sénégal. Nous sommes au 21e siècle et le monde est en train de changer. La carte géopolitique du monde doit appeler tout le monde à revoir son attitude. Il ne s'agit plus de placer un président, de lui apporter son total soutien tant qu'il suit la coopération tel que vous l'entendez. Nos pays aspirent à autre chose. Nous voulons poursuivre les partenariats, mais dans le cadre d'un partenariat gagnant gagnant », a ajouté le leader de Pastef.

Touba : Reçu par Serigne Mountakha, Mamour Diallo prend un engagement solennel

Fraîchement porté à la tête de l'Office national de l'assainissement (Onas), Mamour Diallo a été reçu par le Khalife général des Mourides Serigne Mountakha Mbacké. Une occasion saisie par le tout nouveau DG de l'Onas pour visiter des ouvrages d'assainissement et des travaux d'urgence en cours de réalisation pour lutter contre les inondations à Touba. Mieux, Mamour Diallo a pris un engagement solennel devant le Saint homme de Touba. « Conformément aux instructions du président de la République Macky Sall, nous allons œuvrer pour résoudre le problème d'assainissement de Touba. C'est dans ce cadre que nous déroulons actuellement une visite terrain », a fait savoir le Directeur Général de l'Onas. Une décision qui a visiblement réjoui Serigne Mountakha Mbacké qui n'a pas manqué de formuler des prières avec Mamour Diallo, accompagné d'une forte délégation dont le préfet de Mbacké, le sous-préfet de Ndamé, le maire de Touba, entre autres autorités, rapporte Seneweb.



Le président de l'amicale des étudiants de Ziguinchor agressé

Le conflit entre les étudiants de Ziguinchor et la Mairie de Ziguinchor prend une nouvelle tournure. D'après les informations recueillies par SeneNews, Mamadou Badji, président de l'amicale des étudiants de Ziguinchor (Meedz) a été agressé hier soir à Ziguinchor. Le jeune homme, qui s'est illustré lors des manifestations des étudiants de Ziguinchor contre la Mairie ces derniers jours, a été agressé par des hommes sur une moto. Il a été tabassé et blessé. Il a ensuite été transporté d'urgence à l'Hôpital régional de Ziguinchor, ont confié ses proches à SeneNews.

ELECTRICITE, GASOIL ET LE SUPER CARBURANT

Réduction de la subvention de l'Etat

Face à la persistance de la crise internationale qui renchérit de plus en plus les cours des matières premières et affecte l'économie mondiale, une analyse de la situation commande à repenser la subvention que l'Etat apporte aux différentes structures des prix de l'électricité, du gasoil et du supercarburant.



C'est ainsi que le Gouvernement a décidé de procéder à une réduction de cette subvention pour l'orienter vers les couches les plus vulnérables, donner de l'électricité aux localités qui n'en ont pas et investir dans d'autres secteurs ; car les consommateurs les plus nantis vont les soutenir. Cette réduction de la subvention nécessitera inéluctablement un réajustement sur certaines catégories d'usagers d'électricité, de gasoil et de supercarburant.

Electricité :

Pour l'électricité, il faut noter qu'il y'a des clients domestiques et professionnels, les factures sont faites en fonction de trois

tensions : la Basse, la Moyenne et la Haute Tension.

La grande majorité des clients sont dans la Basse tension, un ciblage a été fait en sortant la clientèle la plus vulnérable dont la consommation ne dépasse pas 150 KWh, c'est-à-dire la première tranche de consommation des clients domestiques petite puissance, soit 1 159 146 clients (48% de l'effectif total des clients de Senelec). Ainsi, une hausse moyenne de 16.72% a été appliquée de manière générale.

Sur la basse tension, au-delà de 150 KWh, il sera procédé à une hausse moyenne de 18,97 FCFA/KWh ; soit 16.62%

Sur la Moyenne, il est attendu une hausse moyenne de

22,79 FCFA/KWh soit 19,45%

Sur la Haute Tension, ce sera une hausse moyenne de 14,31 FCFA/KWh, soit 16,91%. La mesure prend effet à compter du 1er janvier 2023 pour les clients en Post Paiement et du 8 janvier 2023 pour les clients en Prépaiement, suivant la décision d'approbation de la grille tarifaire soumise par Senelec à la Commission de Régulation du Secteur de l'Energie (CRSE) le 30 décembre 2022, au regard des dispositions législatifs et réglementaires applicables, à la suite de la consultation publique relative à la révision des conditions tarifaires de Senelec pour la période 2023-2027.

Carburant

Il faut distinguer plusieurs types de carburant : le gasoil, le diesel Oil, le supercarburant, l'essence pirogue, etc. De tous ces produits, seuls le supercarburant et le gasoil des véhicules sont concernés par la hausse. Pour ce qui concerne les carburants automobiles, le litre de gasoil aurait dû coûter 1019 FCFA en moyenne en 2022 et le litre du supercarburant 1063 FCFA en moyenne en 2022. Or l'Etat avait maintenu le prix du gasoil à 655 FCFA toute l'année et le prix du supercarburant a été maintenu à 755 FCFA jusqu'au mois de juin, puis 890

FCFA de juin à décembre 2022.

La subvention sur les produits pétroliers a donc coûté à l'Etat 583,5 milliards de francs CFA en 2022. C'est pourquoi l'Etat a décidé de faire un ajustement de 100 FCFA sur le gasoil et le supercarburant, ce qui équivaut à ramener le prix du gasoil à 755 FCFA et celui du supercarburant à 990 FCFA. Des mesures d'accompagnement seront prises pour subventionner directement les transporteurs, afin que ce réajustement n'ait pas d'impact sur le coût du transport.

L'Essence pirogue et le gaz butane exemptés

Le prix de l'essence pirogue (subventionnée à hauteur de 34%) et du gaz butane (subventionné à hauteur de 55%) ne sont pas concernés. En effet, l'essence est un produit très utilisé dans le secteur de la pêche, vital pour l'économie sénégalaise et principale source de revenus d'une large frange de la population. Quant au gaz butane, une hausse de son prix risquerait de pousser de nombreux ménages, notamment en milieu rural, à le délaisser pour se tourner vers le charbon de bois, avec des conséquences très négatives en termes de développement durable. Pour rappel, le Sénégal dépense en

équivalent plus de 4% de son PIB dans les subventions de l'électricité, des produits pétroliers (essence, supercarburant et gasoil) et du gaz butane. Pour garder la viabilité de notre économie et préserver le budget de l'Etat qui n'est pas uniquement destiné au secteur énergétique, l'Etat a décidé de procéder à des ajustements dans sa politique de subvention, en améliorant le ciblage afin de garantir que la compensation versée chaque année dans ces segments, impacte effectivement le service public à l'électricité et la sécurisation de l'approvisionnement du pays en combustibles. Au total donc, nous prévoyons 804,5 milliards de subvention du service énergétique en 2023 si aucune mesure n'est prise, après avoir coûté 750 milliards en 2022 dont 266 milliards pour l'électricité et 484 milliards pour le carburant. En 2023, avec les mesures prises par le Gouvernement, nous projetons des économies de l'ordre : 99,7 milliards de FCFA pour l'électricité 158,5 milliards pour les produits pétroliers soit un total de 258,2 milliards de FCFA. Ces économies permettront au Gouvernement de mieux ajuster la subvention vers les foyers vulnérables et de financer des projets à fort impact social. **A.F**

MALI :

Assimi Goïta accorde une grâce aux militaires ivoiriens

Le Président de la Transition malienne, Assimi Goïta, a accordé sa grâce avec remise totale de peines aux 46 ivoiriens condamnés par la justice malienne.



Ces derniers soupçonnés d'être des "mercenaires" détenus au Mali depuis juillet, ont été condamnés le 30 décembre à vingt ans de réclusion criminelle, avant l'expiration de l'ultimatum fixé au 1er janvier par les chefs d'Etat ouest-africains à la junte malienne pour les libérer. Depuis le 10 juillet, la

Côte d'Ivoire exige la libération de ses soldats en niant catégoriquement qu'ils aient été des "mercenaires", affirmant qu'ils étaient en mission pour l'ONU, dans le cadre d'opérations de soutien logistique à la Mission des Nations unies au Mali (Minusma)

WLA OFFICE
Dakar, le 05.01.2023

N° 00229

COMMUNIQUE

La Direction Générale de la Loterie Nationale Sénégalaise (LONASE) porte à la connaissance du public qu'au terme de l'exercice 2022, un chiffre d'affaires de **266.084.511.823 FCFA** (deux cent soixante-six milliard quatre-vingt-quatre million cinq cent onze mille huit cent vingt-trois) a été réalisé sur un objectif de **250.000.000.000 FCFA** (deux cent cinquante milliards) soit un dépassement de plus de seize milliards.

A cet effet, l'institution remercie sa clientèle, son personnel, sa force de vente ainsi que tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à cette réalisation inédite jamais enregistrée depuis la création de l'entreprise en 1966.

Elle souhaite, par ailleurs, une bonne et heureuse année 2023 à tous les sénégalais tout en renouvelant son engagement auprès des populations.

La Direction Générale

LOTIERIE NATIONALE SENEGALAISE, SN au capital de 8 998 870 000 - NINEA : 0018912 0G0 / RC : SN-DK-1966-B-7249
Adresse : Autoroute Seydina Limamoulaye X VDN près de l'Echangeur du CICES, BP. : 366
Tél : +221 33 864 80 00 - Fax : +221 33 867 01 75 - Email : info@lonase.sn, contact@lonase.sn - Site Web : www.lonase.sn

FRANCE

Santé et médecine en France: le plan de Macron pour sortir d'une «crise sans fin»

Ce vendredi 6 janvier, le président français Emmanuel Macron a dévoilé ses réponses pour « sortir de ce jour de crise sans fin » dans lequel s'est installé le système de santé français. À la clé, une réorganisation du travail à l'hôpital d'ici juin 2023 et une accélération du recrutement d'assistants médicaux.

Devant des soignants réunis au Centre hospitalier Sud Francilien (CHSF) de Corbeil-Essonnes, en banlieue parisienne, le président Macron a assuré vouloir « aller beaucoup plus vite, beaucoup plus fort et prendre des décisions radicales » pour tenter de sortir le système de santé français de la crise dans laquelle il s'est durablement installé.

Premières mesures

Tout d'abord, le président français a rappelé les mesures de son premier quinquennat, comme la suppression du nombre de clausus qui plafonnait le nombre d'étudiants en médecine, décidée dans son plan de 2018. Ou le « Ségur de la santé » qui, après l'irruption de la pandémie de Covid-19 en 2020, avait permis d'injecter 12 milliards d'euros annuels pour mieux rémunérer les soignants et 19 milliards pour investir dans les hôpitaux. Mais, dès sa campagne pour sa réélection au printemps, il avait reconnu que ces efforts demeuraient insuff-

isants. Puis, rappelant que la formation de nouveaux médecins allait prendre du temps et qu'il faudrait donc « une décennie » pour « changer » le système, il a prévenu qu'il faudrait « vivre dans les années qui viennent » avec cette pénurie de soignants. Il a donc annoncé des solutions pour pallier ce manque par d'autres moyens, en dégageant « du temps de médecin face aux patients (...) notre défi collectif à court terme ». Le président Macron a ainsi promis d'« accélérer le recrutement des assistants médicaux » créés en 2018 pour les porter de « près de 4 000 » actuellement à « 10 000 » d'ici la fin de 2024. Dès la fin de 2023, tous les patients avec une maladie chronique sans médecin traitant s'en verront proposer un.

Réorganiser

Par ailleurs, le chef de l'État a également souhaité réorganiser le travail à l'hôpital « d'ici au 1er juin », et cela pour le rendre plus attractif. « On doit tout



faire pour garder les soignants » à l'hôpital, a-t-il souligné. « Ce qui veut dire qu'on doit ensemble travailler à une meilleure organisation du temps de travail », a-t-il ajouté, déplorant une « hyper-rigidité » dans l'application des 35 heures et un système qui « ne marche qu'avec des heures supplémentaires ». Enfin, pour remettre les soignants davantage aux manettes, il a expliqué qu'un « tandem administratif et médical », « sur la base d'un

projet », serait instauré à la tête de chaque hôpital. Et il a annoncé la « sortie de la tarification à l'acte » à l'hôpital dès le prochain budget de la Sécurité sociale, au profit d'un financement sur des « objectifs de santé publique ». Le président ayant parallèlement demandé « qu'on puisse continuer à supprimer toutes les tâches inutiles » assignées aux soignants.

« Mieux rémunérer »

En ce qui concerne la médecine libérale, Emmanuel Macron a dit, vendredi, vouloir « mieux rémunérer » les praticiens qui « assurent la permanence des soins ». Le ministre de la Santé s'était dit, jeudi 5 janvier, « prêt à augmenter cette consultation », mais en échange d'efforts pour permettre aux Français d'accéder plus aisément à un médecin, et certainement pas à hauteur des 50 euros demandés.

(Avec AFP)

CONFISCATION DU PASSEPORT DE MOHAMED OULD ABDEL AZIZ:

Le gouvernement mauritanien s'explique

Les autorités mauritaniennes donnent leur version des faits après que l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz a été empêché de quitter le pays mercredi 4 janvier dans la soirée.



Alors qu'il s'apprêtait à prendre un vol pour Paris, Mohamed Ould Abdel Aziz a été intercepté à l'aéroport de Nouakchott, son passeport lui a été confisqué et il a dû rentrer chez lui. En attente d'un jugement pour des accusations de corruption, l'ancien président mauritanien n'est pourtant plus sous contrôle judiciaire. Le porte-parole du gouvernement mauritanien, Nani Ould Chrougha, explique qu'une convocation devait lui être remise pour un interrogatoire. « La journée du mercredi 4 janvier au matin, le tribunal chargé du dossier a informé l'opinion publique par l'affichage public que la date de

jugement a été fixée au 25 janvier 2023. Suite à cette publication, partagée sur les réseaux sociaux et relayée par tous les médias, le tribunal a également émis des convocations pour interrogatoire », déclare le porte-parole. Ce dernier revient sur les faits à l'aéroport menant à la confiscation de son passeport : « À 21h, l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz s'est présenté au comptoir d'Air France. Il a fait ses formalités et c'est au comptoir de la police des frontières que les [agents de la police des frontières, NDLR] ont constatés que dans le système, la personne elle-même est objet

d'une convocation, qui doit être remise par les services de police judiciaire. Et aussitôt, ils récupèrent le passeport pour s'assurer de la remise de la convocation au lendemain. Chose qui a été faite. »

Mise en scène a posteriori pour les avocats de l'ex-président

Pour le porte-parole gouvernemental, il était difficile d'ignorer la publication de cet affichage public « très clair » rappelant que l'ancien président est « entouré par une multitude d'avocats et tout le monde sait qu'à l'issue de cet affichage, une fois la date du jugement fixée, qu'il y a une convocation, un interrogatoire, préalable au jugement. » Réagissant à ces propos du porte-parole du gouvernement, la défense de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz dénonce « l'immixtion de l'exécutif dans une procédure judiciaire » et dénonce « une mise en scène a posteriori » pour justifier « une voie de fait », une entrave à la liberté de voyager sans base légale.

ASIE-PACIFIQUE

Afghanistan: une entreprise chinoise signe un accord d'extraction pétrolière avec les talibans

Le premier contrat international d'extraction pétrolière a été signé à Kaboul, jeudi 5 janvier. Un chèque de 750 millions de dollars qui va permettre à Pékin de chercher du pétrole dans le nord de l'Afghanistan et qui offre au nouveau régime afghan à la fois l'investissement étranger et la vitrine internationale dont il a besoin. L'accord prévoit que la Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Company (CAPEIC) forera du pétrole dans le bassin de l'Amu Darya, selon la BBC.

Les talibans ont tout gagné

Sur le papier, les talibans ont tout gagné. Depuis la prise de Kaboul, ils cherchent de l'argent frais, il y en aura. Le contrat prévoit une redevance de 15% versée au régime afghan pour une durée de vingt-cinq ans. Ils voulaient de nouvelles infrastructures. La Chine s'engage à construire la première raffinerie d'Afghanistan. De quoi fournir aussi de l'emploi.

D'après les autorités talibanes, 3 000 personnes issues de la main-d'œuvre locale seront associées à ce projet. Mais avant tout, les nouveaux maîtres de Kaboul montrent que leur stratégie fonctionne. Ils ont beau rire au nez de l'Occident en revenant sur le droit des femmes, rétablir la lapidation, nier leurs engagements pris à Doha face aux Américains en février 2021. Peu importe. Ce sera le premier grand accord d'extraction d'énergie avec une entreprise étrangère depuis que les talibans ont pris le contrôle de l'Afghanistan en 2021.

Autosuffisance

La société nationale pétrolière chinoise, qui s'est implantée dès 2012 en Afghanistan, ne veut pas lâcher ses parts de marché. Et peu importe qui gouverne. La vertu de ce contrat, selon l'ambassadeur de Chine présent lors de la signature, c'est de mettre l'économie afghane sur la voie de l'autosuffisance. RFI

Grille Mots fléchés N°500

SOUVERAIN REPRÉSENTANTE	ENGUEU- LADE LUNETTEUX	BRILLE DE LOIN BICHONNÉ	PLANCHES A DESSIN BAT LE ROI	OISEAU MIGRATEUR TRANSPORT PARISIEN	PLAN D'ÉPARGNE BOISSON DU MATIN
JOUEURS DE BASKET PEINTRE FRANÇAIS			PAREIL RÉCOLTE		
RAT OU SOURIS UN GARS			MÂCHOIRE FATIGUÉE	JOYEUX COUP DE PIED	PLONGÉ
MAL À L'ESTOMAC AUTHEN- TIQUE	CHANDELLE		DIMINUTIF VALLÉE INONDÉE	SIGLE EUROPÉEN FÉTARD	EXIGIBLE
ULTIMATUM	SONGEA EXTORSION DE FONDS		VICTOIRE DE NAPOLEON AVANT LES POISSONS	PARTICULE CROCHET DE BOUCHER	
PASSAGE LIBRE	PAYS ENSOLEILLÉ TRIBUNAL		SERVICES NON RENDUS	ÉLIMINE MALADIE HONTEUSE	DÉCHET HUMAIN
SUR LE TAPIS FAISAIT UNE DIETE		DISPERSÉ DRAME JAPONAIS	SENTIR MAMELLE	CONIFÈRE DANS	TONNEAU
BOÎTE À CRAYONS			FIXÉ	SANS TRACE	

Blagues ... Blagues ... Blagues ...



MOTS MELES N°363

R	A	E	N	I	E	R	F	F	O	C	R	I	C	N
I	I	E	S	E	I	G	U	O	B	O	R	S	A	O
O	R	M	O	T	E	U	R	M	O	U	U	R	X	
V	B	U	T	E	R	E	I	T	R	O	P	T	A	
R	A	F	P	T	E	N	I	N	A	R	B	E	N	L
E	G	N	A	D	I	V	J	D	P	O	M	R	A	K
S	U	S	P	E	N	S	I	O	N	I	A	U	L	F
E	I	R	E	T	T	A	B	R	L	E	T	T	O	I
R	S	S	A	U	T	O	R	A	D	I	O	N	V	L
D	C	T	S	E	S	S	R	U	E	R	V	I	L	T
N	A	A	U	A	I	E	C	O	M	P	T	E	U	R
A	P	R	R	M	H	E	L	A	D	E	P	C	U	E
L	O	T	R	T	E	C	N	E	S	S	E	A	L	R
A	T	E	U	R	E	L	E	S	E	I	D	O	R	S
C	P	R	P	H	A	R	E	P	I	S	T	O	N	T

- AIRBAG
- AUTORADIO
- BATTERIE
- BOUGIE
- CALANDRE
- CAPOT
- CARTER
- CEINTURE
- CHASSIS
- COFFRE
- COMPTEUR
- COURROIE
- CRIC
- DIESEL
- ENJOLIVEUR
- ESSENCE
- FILTRE
- FREIN
- FUMÉE
- KLAXON
- LIVREUR
- MOTEUR
- PEDALE
- PERMIS
- PHARE
- PISTON
- PNEU
- PORTIERE
- RADIATEUR
- RESERVOIR
- RIVET
- SOUPAPE
- STARTER
- SUPER
- SUSPENSION
- TAMBOUR
- TOLE
- TRAPPE
- VIDANGE
- VITESSE
- VOLANT

Horoscope

Belier

La vie vous offre un second début en ce moment. Bref, un renouveau amoureux, d'affaires ou professionnel exceptionnel vous laissera sans voix. Vous aurez l'impression de recevoir une injection d'énergie bénéfique provenant de ces événements positifs.

Taureau

Vous allez connaître et partager des moments le fun en compagnie de vos amis, de l'être cher ou de certains proches. Gardez vos distances au travail et ne lancez pas de paroles en l'air. Des nouvelles vous ébranleront concernant un projet et vous endosserez de nouvelles responsabilités.

Gémeaux

Votre attitude empathique attirera vers vous de bonnes et belles énergies. Vos proches, l'être cher et vos amis apprécieront votre enthousiasme, votre gentillesse. Des collègues, employés ou patrons vous apporteront de bonnes idées pour réaliser vos projets ou objectifs.

Cancer

Vous avez peut-être l'impression que quoi que vous fassiez ou que quoi que vous disiez, vous êtes mal reçu ou carrément incompris. Du grand Mercure rétrograde! Au travail, aussi, vous vous sentirez parfois incompris ou carrément mis sur la tablette. Ravalez votre salive, tout ira mieux d'ici peu.

Lion

Vous avez réalisé que la personne qui est entrée dans votre vie n'est pas celle qu'elle prétend être. C'est l'effet typique de Mercure rétrograde lorsqu'il se met à l'œuvre pour nous ouvrir les yeux. Vous subissez peut-être des conditions professionnelles stressantes.

Vierge

Vous serez porté par un fort besoin d'être accepté par votre entourage amical, par exemple, familial ou par le cercle d'amis du conjoint. Au travail, la peur de ne pas faire ce qu'il faut vous tourmente. Essayez de dépasser cette fichue peur. Apprenez à vous calmer.

Balance

Votre dévouement pour les autres est intense et vous vous oubliez souvent. Il est aussi possible que le conjoint traverse une période difficile en ce moment. Financièrement, vous semblez éprouver des problèmes importants. Si c'est bien le cas, vous gérerez cette difficulté.

Scorpion

Un ami vous oblige à vous ouvrir et à exprimer ce qui vous dérange, et vous apprenez bien des choses en acceptant de le faire. Ne vous engagez pas dans un nouveau projet sans avoir bien vérifié votre implication réelle. Ensuite, vous déciderez si ce défi vous convient ou pas du tout.

Sagittaire

Plus sûr de vous, vous communiquerez plus facilement avec les clients, patrons ou collègues. Vous allez faire une forte impression. Une rencontre amoureuse serait même possible. Mercure rétrograde vous oblige à performer, à démontrer de quoi vous êtes capable.

Capricorne

Vous ne laisserez pas les problèmes familiaux ou amoureux vous empêcher de vous amuser, de passer du bon temps. Aussi, vous ouvrirez une discussion pour faire la lumière sur le projet d'un enfant (ado ou jeune adulte). Au travail, un patron délègue plus qu'il ne le devrait. Ouf!

Verseau

L'être cher, un ami ou un proche pourrait se montrer à cran, impatient, et même mal engueulé. Du grand Mercure rétrograde! Vous accomplirez une somme importante de travail. Plusieurs rendez-vous manqués sont possibles. Assurez-vous de bien tenir à jour votre agenda.

Poissons

Vous découvrirez des vérités importantes concernant un membre de votre famille. Vous observerez plus attentivement les faits et gestes de l'être aimé. Des déménagements, des restructurations, des rénovations ou des réorganisations complètes et importantes déstabilisent votre routine. Respirez!

Numéros utiles

- Renseignements..... 12 12
- Aéroport..... 33 628 10 10
- Sénélec (dépannage).....33 867 66 66
- SDE (dépannage).....800 11 11
- Sonatel (dépannage).....13
- Commisariat Central..... 33 823 71 49
- Gendarmerie num vert800 20 20
- SOS MEDECINS.....33 889 15 15
- SUMA ASSISTANCE.....33 824 24 18
- POMPIERS.....33 823 03 50
- Hôpital principal de Dakar....33 839 50 50
- BSDA.....33 822.5427
- Préfecture de Dakar.....33 821.6722
- Chambre de commerce.....33 823.7189
- Building administratif.....33 849.7070
- Etat civil.....33 821.5121

Conseil du jour

Les bienfaits de l'ananas

Minéraux et oligoéléments
Calcium, magnésium, sodium, potassium, cuivre, fer, zinc, phosphore

Vitamines
C, et B1, B6, PP

Bromélaïne
Enzyme qui digère les protéines et élimine les déchets métaboliques de l'organisme

- Anti-acnéique
- Macrotique
- Vermifuge
- Active l'immunité
- Anti-inflammatoire
- Protection cardiovasculaire
- Anti-cellulite
- Diurétique

ConsoMoclim

Solution mots croisés N°499

P	M	P	F	C	U						
P	E	S	E	M	A	I	N	I	E	R	S
R	O	U	B	L	E	T	U	R	C	S	
M	I	L	A	N	N	O	C	D	E		
D	N	S	T	E	N	O	R	E			
L	A	C	E	R	E	D	E	E			
H	O	L	E	C	R	U	E	A	S		
D	O	L	L	A	R	L	E	O	N		
Z	E	L	E	S	S	U	D	I			
Y	U	A	N	T	U	T	U	S	I		
N	A	I	S	E	B	R	A	N	L	A	
A	I	S	E	B	R	A	N	L	A		
R	U	S	T	R	E	H	A	I	R		

Solution mots mêlés N°362
Mot mystère : DELICIEUX

Citation

L'amour, c'est comme une plante grimpante, elle se dessèche et meurt si elle n'a rien à enlascer.
Cybelle Nguyen

HEURE DE PRIÈRE

du 07/01/2023

- Fajr 06:21
- Dohr 13:16
- Asr 16:31
- Maghreb 18:59
- Isha 20:07

BEACH SOCCER

Sacrés pour la 7e fois et en perspective du Mondial 2023 : Les champions d'Afrique attendent d'être reçus au Palais

Suite à son septième titre de champion d'Afrique, l'Equipe nationale de Beach soccer attend toujours d'être reçue par le Président Macky Sall, comme promis par le ministre des Sports. Al Seyni Ndiaye, capitaine des Lions, s'en explique tout en gardant espoir de voir cette audience se concrétiser.



Deux mois après leur 7e sacre continental à l'issue de la Can au Mozambique, l'Equipe nationale de Beach soccer du Sénégal attend toujours son audience avec le président de la République malgré les nombreuses promesses faites dans ce sens par le nouveau ministre des Sports, Yankhoba Diatara. Le capitaine, Al Seyni Ndiaye, porte la voix des champions d'Afrique. «Venu nous accueillir à notre retour à la Can au Mozambique en octobre dernier, le ministre des Sports, Yankhoba Diatara, nous avait promis que nous allions être reçus par le Président Macky Sall à travers un Sargal, suivi d'une grosse récompense. Le ministre des Sports a réitéré cette promesse au cours de la Can de handball à Dakar où Raoul et moi étions allés supporter les Lionnes à Dakar Arena. Au Qatar, où je m'étais rendu pour la Coupe du monde pour supporter les Lions du football, lorsque j'ai croisé le ministre des Sports, il a renouvelé cette promesse. Je dirais que cette promesse nous a été faite plus de cinq fois. Les

joueurs de beach soccer de l'Equipe du Sénégal attendent toujours d'être reçus par le président de la République. Ce serait une grosse déception que cette audience ne se tienne pas. On nous oppose souvent un calendrier très chargé du chef de l'Etat. On attend toujours», soutient au bout du fil le capitaine des Lions de la plage. Qui argumente : «Une rencontre avec le président de la République suffit à nous motiver davantage pour la prochaine Coupe du monde à Dubaï, en novembre prochain.» Et selon le meilleur gardien d'Afrique, les joueurs veulent profiter de cette audience pour faire une promesse au chef de l'Etat dont il souhaite la présence à leurs côtés à Dubaï. «Tous les Sénégalais souhaitent nous voir remporter la Coupe du monde après avoir atteint les demi-finales. Et nous comptons délivrer cette promesse au président de la République lors de cette audience», explique Al Seyni, qui avait été reçu avec ses coéquipiers au Palais présidentiel, après leur

sixième titre continental, remporté à Dakar, avec comme récompense une enveloppe de dix millions à chaque joueur.

Présenter au chef de l'Etat le trophée avant la tournée nationale

Prévoyant de faire une tournée nationale pour présenter le trophée continental aux Sénégalais, les Lions comptent, avant ce «Trophy Tour», présenter la Coupe au président de la République. Désigné à plusieurs reprises meilleur gardien d'Afrique après plusieurs Can, Al Seyni Ndiaye décide de rendre la monnaie aux Sénégalais en leur dédiant son dernier trophée remporté lors de la Can au Mozambique. «J'ai remporté sept trophées comme meilleur gardien d'une Can. Il est temps que j'offre un des trophées, en l'occurrence celui remporté en 2022 au Mozambique. Ce trophée va trôner à côté du Ballon d'Or de Sadio Mané au Musée Pape Bouba Diop», informe le portier de l'Equipe nationale de beach soccer. Lequotidien

LAMB :

Modou Lô aurait déposé son certificat de guérison ce jeudi et est prêt pour Ama Baldé



Le Roi des Arènes est apte à lutter. Blessé à l'épaule avant son combat contre Ama Baldé, Modou Lô aurait déposé son certificat de guérison ce jeudi auprès du CNG. Proche de Luc Nicolai and CO, le technicien de lutte Max Mbargane a annoncé cette nouvelle qui devrait ravir les amateurs de lutte. Modou Lô a déposé hier son certificat de guérison après avoir contracté une blessure à quelques encablures de son combat du 3 mars 2022 contre Ama Baldé. « Modou Lô devrait déposer son certificat de guérison ce jeudi (hier). C'est un scoop que

je vous donne » a t'il annoncé. L'ancien lutteur, par ailleurs encadreur de Siteu a même déclaré que Willy Nicolai, fils du promoteur de Mbour a renouvelé sa licence de promoteur pour s'attaquer au combat Ama Baldé v Modou Lô. Si le roi des arènes est resté depuis trois ans sans lutter, sa guérison pourrait accélérer son retour. Mais la question qui demeure est de savoir contre qui Modou Lô va lutter sachant que Ama Baldé a lui aussi contracté une blessure en marge de son combat contre Gris Bordeaux. Wiwsport.com

LAMB

Sa blessure confirmée, Ama Baldé et Gris Bordeaux à l'écoute du CNG et du promoteur!



Le combat tant attendu entre Ama Baldé et Gris Bordeaux n'aura pas lieu le 5 février prochain. Tous les signes montrent un report du combat dont l'un des protagonistes est blessé. Ama Baldé était à l'in-

firmierie du Comité National de Gestion de la lutte ce vendredi. La rencontre entre Ama Baldé et Dr Ka a eu ce matin. Notre source nous informe que le lutteur a présenté son certificat médical au médecin pour la contre expertise comme demandé par son adversaire Gris Bordeaux. Ainsi, il est confirmé qu'Ama Baldé est bel et bien blessé et ne sera pas en mesure de disputer ce combat. Joint au téléphone, Dr Ka affirme que le lutteur pikinois est inapte seulement il ne donnera pas plus d'informations sur la nature de la blessure et la durée d'indisponibilité. Pour cela, il faut attendre la déclaration du comité national de gestion (CNG) et la déclaration du promoteur de Kador Productions afin aussi, de connaître la nouvelle date de ce duel. wiwsport.com

Lisez encore mieux!

DIRECT NEWS

Au coeur de l'info!

www.directnews.sn

DISPONIBLE SUR Google play